

Déclaration de Madame Édith Cresson

Autor(en): **Cresson, Édith**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **64 (1984)**

Heft 4

PDF erstellt am: **11.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-887343>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>



Déclaration de Madame Édith Cresson,

Ministre du redéploiement industriel
et du commerce extérieur

Modernisation ou déclin, c'est en ces termes que se pose aujourd'hui pour la France le problème de son industrie. Le Gouvernement a choisi clairement la modernisation dans tous les secteurs, qu'ils soient traditionnels ou nouveaux : modernisation technologique, sociale, économique, modernisation culturelle, administrative et financière.

La modernisation est une conception qui présente le double handicap d'être trop générale et d'emporter très largement l'adhésion de tous. C'est pourquoi elle a besoin d'être constamment explicitée sous peine de se diluer. Et lorsqu'il s'agit de la modernisation de l'industrie – secteur sensible et concret par excellence – cette explication s'impose d'autant plus.

Pourquoi moderniser ? Pour gagner les batailles de l'emploi et du commerce extérieur. Elles ne peuvent être menées que sur la base d'une économie moderne, sur un appareil de production solide pour résister aux durs assauts de la concurrence internationale.

L'industrie et le commerce extérieur ont des objectifs communs et des moyens complémentaires.

Il est clair que redresser nos échanges extérieurs et rendre notre industrie compétitive sur les marchés internationaux vont de pair. C'est pourquoi, le regroupement de ces deux objectifs sous une seule responsabilité permettra à l'évidence de s'y consacrer avec encore plus de cohésion.

En particulier, la contribution de l'excédent industriel à l'équilibre de nos échanges extérieurs est décisive. Nous sommes en bonne voie vers le retour à l'équilibre.

Cette amélioration résulte d'une forte progression du solde industriel, des bons résultats de l'agro-alimentaire et de la modération de notre déficit énergétique.

Mais le résultat le plus marquant est la spectaculaire amélioration de notre excédent industriel : 29 milliards en 1982, 60 milliards en 1983 et plus de 70 milliards pour les 9 premiers mois de 1984.

Il faut voir dans l'ensemble de ces résultats en amélioration la conséquence du triple effort de la rigueur pour le rétablissement des grands équilibres, de la modernisation de notre industrie, de la mobilisation de nos entreprises à l'exportation.

Ceci prouve qu'il nous faut continuer à agir en profondeur, notamment en ce qui concerne le développement de notre commerce courant. Ce qui est le cas de nos échanges avec la Suisse puisque 77 % de nos exportations vers ce pays sont constituées par des produits de l'agro-alimentaire, des demi-produits et des biens de consommation. Notre pays souffre à l'évidence de la mauvaise qualité de son image industrielle et technologique à l'étranger, c'est vrai aussi bien dans des pays lointains comme les États-Unis ou le Japon que dans des pays aussi voisins que la Suisse. Je souhaiterais que soient organisées des actions réfléchies et concertées avec le monde de l'industrie et du commerce, sur l'image du produit et de son fabricant. Je souhaite également que la fonction commerciale soit reconnue à sa juste valeur dans l'industrie. Je m'y emploierai entre autre par la création de l'École Nationale de l'Exportation qui, décentralisée et concrète devra répondre aux besoins de formation commerciale qui existent à tous les niveaux.

Il ne faut cependant pas oublier l'importance de nos atouts, la France reste la cinquième puissance industrielle du monde. Il va de soi, que l'effort considérable que la France engage se doit de trouver un relais dans la coopération industrielle européenne.

Nous vivons avec des frontières ouvertes et, pour un pays comme le nôtre, qui doit importer une large part de son énergie, tout repli sur soi se traduirait par un formidable recul de l'activité économique et du niveau de vie. Nous devons développer la coopération internationale en nous rappelant qu'il n'y a souvent pas d'exportations saines et durables sans un marché national puissant. Si l'Europe industrielle et scientifique était facile à bâtir, elle serait sans doute réalisée et je pense que la France et la Suisse ont un rôle à jouer dans cette Europe, en s'alliant encore plus étroitement pour travailler au développement de nos industries communes ainsi que dans le domaine des technologies avancées.